



# Défense : les industriels pendant la crise du Covid-19

Malgré la précarité des chaînes d'approvisionnements, la solidarité entre les grands groupes et leurs sous-traitants ainsi que le dialogue avec les partenaires sociaux ont permis aux industriels de défense de surmonter la crise due à la pandémie du Covid-19.

C'est ce qui ressort d'une visioconférence-débat organisée, le 18 mai 2020 à Paris, par la Fondation pour la recherche stratégique (FRS) et animée par Héliane Masson, maître de recherche. Y sont intervenus : Hervé Guillou, président du Groupement des industries de construction et activités navales et du Comité stratégique de filière des industries de la mer ; Jean-Pierre Devaux, président du cabinet conseil en stratégie Inovstra, spécialisé dans l'aéronautique, l'espace, les missiles et l'architecture de systèmes de défense.

**Les enseignements.** L'industrie a fait preuve d'une résilience exceptionnelle pour soutenir les besoins de souveraineté en matière de défense, souligne Hervé Guillou. Le trépied Etat-major des armées, Direction générale de l'armement (DGA) et industriels a bien fonctionné. La résilience s'est manifestée aussi dans la

recherche en France, Allemagne, Grande-Bretagne et Norvège. La politique industrielle de défense repose sur le long terme, que les opérationnels ont tendance à sacrifier en temps de crise, et la confiance préexistante entre direction, syndicats et personnels. Les petites et moyennes entreprises (PME) ont redémarré plus vite que les grands groupes. La DGA a confectionné des masques et réalisé les certifications en une dizaine de jours. Des accords entre les industries de défense et de la métallurgie ont été obtenus en cinq semaines. Toutefois, leurs capacités de délégation de décision ont permis aux entreprises allemandes et polonaises de s'adapter plus rapidement que les françaises. Les commandes de défense permettent une visibilité à 2-3 ans qui rassure les banques, indique Jean-Pierre Devaux. La reprise du dialogue avec les grands maîtres d'œuvre évitera des difficultés de trésorerie aux PME. L'absence de commandes risque de retarder la mise en ligne des chaînes de production. En outre, l'insuffisance de composants électroniques au sein de leurs réseaux européens les rend très dépendantes des fabricants américains.

**La relance.** La loi de programmation militaire (2019-2025) devrait permettre de combler les « trous » dans les carnets de commandes qui dépendent à 50 % de l'export, estime Hervé Guillou. Russie, Chine, Allemagne et Pays-Bas n'ont pas arrêté leurs productions. Or il s'agit de maintenir les compétences pour ne pas perdre des parts de marché. Cela passe par la revalorisation de la formation professionnelle et une mutualisation des investissements pour faciliter l'arrivée des flux des jeunes techniciens. En outre, l'offre de matériels doit devenir plus numérique et plus écologique, tournant à ne pas manquer face à la concurrence étrangère, et assurer une souveraineté, industrielle. Chine, Corée du Sud et Russie restructurent leur industrie de défense et sont à l'affût d'entreprises françaises ou européennes en difficultés. Selon Jean-Pierre Devaux, les PME doivent atteindre une taille suffisante (200-250 personnes) et maintenir la flexibilité de leurs bureaux d'études pour rester très compétitives. En lien avec la DGA, elles doivent pouvoir sortir de la sous-traitance pour fournir de l'innovation aux grands groupes, car l'autofinancement devient difficile à réaliser. La Chine, où la dette ne pose pas de problème, investit dans la technologie et le rachat de sociétés innovantes. Les Etats-Unis disposent de moyens financiers plus importants.

**Loïc Salmon**

[DGA : une industrie d'armement forte, pilier de la souveraineté](#)

[DGA : la révolution numérique et industrielle de l'impression 3D](#)

[Armement : exposition virtuelle de 50 ans d'innovations](#)